

## ÉTUDE DES CRÉDITS

2024-2025

### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION (PARTI QUÉBÉCOIS)

**MARS 2024**

360, rue Saint-Jacques, 2<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5  
Accès pour personnes à mobilité réduite : 361, rue Notre-Dame, Ouest  
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373  
Téléscripneur : (514) 873-2648 Web : [www.cdpdj.qc.ca](http://www.cdpdj.qc.ca)



## **Document préparé en mars 2024**

### **Coordination**

Josée Morin

Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

### **Soutien professionnel**

Valérie Féquière

Analyste de la gestion et des procédés administratifs

### **Soutien technique**

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne principale en administration



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'Opposition (Parti Québécois)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2023-2024 (PRÉVISIONS POUR 2024-2025) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	9
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2023-2024, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	10
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	12
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT ; B. LES MEMBRES ; C. LE BUDGET ; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2023-2024 ; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	13
P.37	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :  A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2024-2025 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT.	22

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.143	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2023-2024. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	23
P.144	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2023-2024, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	27
P.145	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	30
P.146	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	32
P.147	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	48
P.148	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.	49
P.149	DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.	51
P.150	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2023-2024. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	52
P.154	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2023-2024.	55
P.155	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024.	58
P.156	EFFECTIF POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	60
P.157	BILAN DU SERVICE DE MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE À QUÉBEC.	61

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
(PARTI QUÉBÉCOIS)**





MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers\_PQ

Étude des crédits 2024-2025

Question 1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2023-2024 (PRÉVISIONS POUR 2024-2025) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).
------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2023-2024 (K\$)
LOGICIELS	227 K\$
MATÉRIEL	69 K\$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0 K\$
• EXTERNE	29 K\$
• CSPQ / ITQ	14 K\$
TOTAL	339 K\$

Question 2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2023-2024, INDIQUER :
	A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
	B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
	C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
	D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈMES ET TROISIÈMES ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT** : TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : PIERRE, MYRLANDE. NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

MEMBRES

- EL-HAGE, HABIB
- GAUVREAU, LIZETTE
- GAREAU, STÉPHANIE
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE). À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUS PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980).

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

- TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, PRÉSIDENT, MANDAT DU 28 FÉVRIER 2024 AU 27 FÉVRIER 2029

**LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

GAREAU, STÉPHANIE; MEMBRE; NOMMÉE LE 9 JUIN 2023 AU 9 JUIN 2028

**C. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;**

AUCUN

**D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION**

Nom et prénom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
Tessier, Philippe-André	Président	8 732 \$	0 \$	2 562 \$
Pierre, Myrlande	Vice-présidente	12 271 \$	0 \$	554 \$
Arpin, Suzanne	Vice-présidente	12 420 \$	0 \$	57 \$
El-Hage, Habib	Membre	0 \$	0 \$	N/A
Gauvreau, Lizette	Membre	708 \$	0 \$	N/A
Iasenza, Isa	Membre	0 \$	0 \$	N/A
Leclercq, Marie-Laure	Membre	- \$	0 \$	N/A
Lemay, Sylvain	Membre	1 788 \$	0 \$	N/A
Roy, Martine	Membre	732 \$	0 \$	N/A
Santorineos, Anne-Marie	Membre	0 \$	0 \$	N/A
Sioui, Bruno	Membre	2 314 \$	0 \$	N/A
Villefranche, Marjorie	Membre	0 \$	0 \$	N/A
Vollant Nadine	Membre	2 921 \$	0 \$	N/A
TOTAL		41 886 \$	0 \$	3 173 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers\_PQ

Étude des crédits 2024-2025

Question 5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	130 600 \$	119 716\$	10 884 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 107 100 \$	1 014 842 \$	92 258 \$
PROJETS	190 500 \$	52 209 \$	138 291 \$
TOTAL	1 428 200 \$	1 186 767 \$	241 433 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers\_PQ

Étude des crédits 2024-2025

Question 7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2023-2024, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :
	A. LE MANDAT;
	B. LES MEMBRES;
	C. LE BUDGET;
	D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2023-2024;
	E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	5
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER SUZANNE ARPIN	2
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ)	<ul style="list-style-type: none"><li>EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ ;</li><li>RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ ;</li><li>IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.</li></ul>	SUZANNE ARPIN	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ DE GOUVERNANCE COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (CDPDJ) -MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)-COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE (COMDP)-ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (ÉNPQ)	COLLABORER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS.	MYRLANDE PIERRE	3
COMITÉ DES SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE (MFA)	BROSSER UN PORTRAIT DES POLITIQUES, DES PRATIQUES ET DES DIRECTIVES EN PLACE AU QUÉBEC DE MÊME QUE DANS LES ÉTATS COMPARABLES EN LIEN AVEC L'IDENTITÉ DE GENRE ; PRODUIRE UNE ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS SUR L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE ; ET IDENTIFIER LES ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DEVRAIT APPROFONDIR SES RÉFLEXIONS.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE SAMUEL BLOUIN	1
COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS	PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE : <ul style="list-style-type: none"> <li>• RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT PAR LA CDPDJ, LE GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE</li> <li>• ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION</li> <li>• PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL</li> </ul>	MYRLANDE PIERRE MARIE-ÈVE BILODEAU	4
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES PROBLÈMES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE PROPOSER DES SOLUTIONS PRATIQUES VISANT À ATTEINDRE DES OBJECTIFS D'EFFICACITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE.	MYRLANDE PIERRE ATHANASSIA BITZAKIDIS	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	<p>RÉPERTORIER ET CONSIGNER LES ENJEUX LOCAUX EN LIEN AVEC L'ADMINISTRATION D'UNE JUSTICE ADAPTÉE AU CONTEXTE AUTOCHTONE, L'ACCOMPAGNEMENT DES JUSTICIABLES, LA PRÉVENTION DU CRIME ET L'ENVIRONNEMENT CORRECTIONNEL.</p> <p>RAPPORTER CES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES ET ALIMENTER LA RÉFLEXION SUR DES MESURES DE MITIGATION LOCALES OU L'IMPLANTATION DE MESURES À PLUS GRANDE ÉCHELLE.</p> <p>MESURER, DANS LE TEMPS, L'ÉVOLUTION DE CES PROBLÉMATIQUES ET L'EFFICIENCE DE MESURES DE MITIGATION</p>	SUZANNE ARPIN	2
CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	SAMUEL BLOUIN	1
COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (CRISPESH)	CONSEILLER ET ORIENTER L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU CRISPESH SUR LES PROJETS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT, DE FAÇON À S'ASSURER DE LEUR PERTINENCE SOCIALE ; AGIR À TITRE D'INTERMÉDIAIRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LE CRISPESH, EN PARTICULIER POUR : SUGGÉRER DES PARTENARIATS OU DES COLLABORATIONS ET ÉVENTUELLEMENT SOUTENIR LEUR MISE EN PLACE ; DE CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DU CRISPESH DANS LA COMMUNAUTÉ ET LEURS MILIEUX ET À LA DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE, PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES, OUTILS DE TRANSFERT, ÉVÉNEMENTS, ETC.	DANIEL DUCHARME	3
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE TERMINOLOGIE SUR LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (DIR. CHAIRE DE RECHERCHE RECHERCHE SUR LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES)	COMITÉ D'ACTEURS EN PROVENANCE DU MILIEU DE LA PRATIQUE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUI ADAPTENT ET BONIFIENT LA TERMINOLOGIE SELON L'AVANCÉE DES CONNAISSANCES UNIVERSITAIRES ET CLINIQUES EN LA MATIÈRE.	GENEVIÈVE ST-LAURENT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION ET DE COORDINATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS RELATIVEMENT AUX SERVICES DE SURVEILLANCE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS DE 12 À 21 ANS ET AUX CAMPS DE JOUR ET CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS (OPHQ)	TROUVER DES SOLUTIONS STRUCTURANTES ET PÉRENNES AFIN DE STABILISER LES ENJEUX DE MAIN-D'ŒUVRE VÉCUS ACTUELLEMENT AU SEIN DES SERVICES DE SURVEILLANCE ET DES DIVERS CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS ET AINSI ÉVITER DES BRIS DE SERVICES AUX JEUNES HANDICAPÉS ET À LEUR FAMILLE DUREMENT TOUCHÉE PAR LES FERMETURES DE SERVICES	DANIEL DUCHARME	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028 (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	PROPOSER DES ACTIONS CONCRÈTES, OPPORTUNES ET CONCERTÉES FAVORISANT L'INCLUSION DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE, INCLUANT LES PERSONNES INTERSEXES, ET DES MESURES POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION.	SAMUEL BLOUIN KARINA MONTMINY	1 RENCONTRE BILATÉRALE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE (MRIF)	DISCUTER DES ORIENTATIONS ET DES ACTIONS QUI DEVRONT ÊTRE MENÉES, AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS	TIM SEAH	1
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) (UNIVERSITÉ LAVAL)	LA COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) VISE À STRUCTURER LA RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (DES) POUR FAIRE ÉMERGER UN NOUVEAU PARADIGME EN DROITS DE LA PERSONNE. CE PARTENARIAT A POUR OBJECTIF DE PROPULSER LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DANS L'ÉCOSYSTÈME JURIDIQUE POUR ACCROÎTRE LEUR INTÉGRATION ET LEUR NORMALISATION DANS LES PRATIQUES DE DROITS DE LA PERSONNE.	EVELYNE PEDNEAULT	2
CONSULTATION PUBLIQUE POUR L'ÉLABORATION DU QUATRIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	CONTRIBUTION DE LA COMMISSION POUR LA CONSULTATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DANS LE BUT D'ÉLABORER UN QUATRIÈME PLAN D'ACTION	DANIEL DUCHARME, EVELYNE PEDNEAULT	1
ÉQUIPE DE RECHERCHE INCLUSION ET DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE EN ÉDUCATION (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRATIQUES SCOLAIRES, PROCESSUS INSTITUTIONNELS ET EXPÉRIENCES DES ACTEURS DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE	AMINA TRIKI-YAMANI,	1
GROUPE DE TRAVAIL CRI-JADE SUR LA JUSTICE INTERSECTIONNELLE, LA DÉCOLONISATION ET L'ÉQUITÉ	CENTRE DE RECHERCHE QUI RASSEMBLE ÉTUDIANT.E.S ET PROFESSIONNEL.LE.S DE DISCIPLINES, DE PARCOURS ET D'INTÉRÊTS DIVERSIFIÉS DONT LES TRAVAUX DE RECHERCHE S'INTÉRESSENT AUX ENJEUX D'ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET D'INCLUSION (EDI) ET DE DÉCOLONISATION.	TIM SEAH	1(AGA)+2



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES AUX PERSONNES HANDICAPÉES (OPHQ)	DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION	KARINA MONTMINY	1
OBSERVATOIRE DES PROFILAGES (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	EVELYNE PEDNEAULT	4
PARTENARIAT DE RECHERCHE POLITIQUES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE : DÉFIS DE TAILLE ET SOLUTIONS INNOVATRICES (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	EXAMINER DE GRANDES QUESTIONS DE POLITIQUE LIÉES AUX LOIS SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS, DANS LE BUT D'ÉLIMINER LES PROBLÈMES SOUS-JACENTS ET D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES LOIS POUR LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES	MATHILDE VIAU-TASSÉ	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	PORTANT SUR LES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DE DIFFÉRENTS LOCUTEURS EN INTERACTION DANS, PAR OU À TRAVERS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SOCIAUX À PROPOS D'ÉVÉNEMENTS OU DÉBATS SURVENUS AU QUÉBEC (2017-2018), CE PROJET VISE À CARTOGRAPHIER CE QUI RELÈVE DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX OU RADICALISÉ AU SENS DU DROIT.	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	5
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC	CE PROJET A POUR OBJECTIF GÉNÉRAL DE METTRE EN LUMIÈRE ET EN RELATION LES REPRÉSENTATIONS VÉHICULÉES PAR DES MÉDIAS D'INFORMATION, LES RESPONSABLES POLITIQUES, L'OPINION PUBLIQUE ET LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AFIN DE FAIRE ÉMERGER LES PERSPECTIVES, LES DISCOURS ET LES ARGUMENTAIRES À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC.	DANIEL DUCARME	2
PROJET DE RECHERCHE SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES (AUDREY FERRON PARAYRE, UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	VÉRIFIER SI LES PATIENTES ET LE PERSONNEL SOIGNANT CONNAISSENT LES DROITS, SI LES PATIENTES ONT LA CAPACITÉ DE LES FAIRE VALOIR ET COMMENT EST-CE REÇU PAR LE PERSONNEL SOIGNANT LORSQU'ELLES LE FONT ET QUELS SONT LES OBSTACLES À L'EXERCICE DE RECOURS	MATHIEU FORCIER	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
PARTENARIAT DE RECHERCHE LEXIS (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	ÉTUDIER LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA DÉFINITION DES LOIS	TIM SEAH	1
COMITÉ DE SUIVI D'IMPLANTATION DU PROJET DE LOI 79	COMITÉ DE SUIVI PRÉVU À LA LOI AUTORISANT LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AUX FAMILLES D'ENFANTS AUTOCHTONES DISPARUS OU DÉCÉDÉS À LA SUITE D'UNE ADMISSION EN ÉTABLISSEMENT	NICOLE ANNE VAUTOUR	3
COMITÉ PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE) POUR LES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRE, LES PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS.	CE COMITÉ DE TRAVAIL A COMME MANDAT D'ÉLIMINER LA SOUS-REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES DE LA DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS VISÉS PAR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI. IL S'ATTARDE À COMPRENDRE LES CAUSES DE CETTE SOUS-REPRÉSENTATION ET À TROUVER DES SOLUTIONS VISANT À FACILITER L'INTÉGRATION DES FEMMES DANS CES CATÉGORIES D'EMPLOIS. LE COMITÉ SOUMET SES RECOMMANDATIONS À LA COMMISSION, CETTE DERNIÈRE DÉTERMINANT CELLES QUI SERONT RETENUES ET IMPLANTÉES.	MARTIN BOUCHER	1
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX ÊTRE PROACTIF DANS LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS CATHERINE VERMETTE	4
TABLE QUÉBÉCOISE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET)	MENER DES TRAVAUX EN VUE DE RÉPONDRE AUX DEMANDES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR SES DIFFÉRENTS PARTENAIRES, NOTAMMENT PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.  ASSURER LA COLLABORATION INTERMINISTÉRIELLE ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES DOSSIERS EN LIEN AVEC LES TET EN PARTICULIER LEUR PROTECTION.  PARTAGER DE L'INFORMATION PERTINENTE ET ÉCHANGER SUR DIVERS ENJEUX OU AUTRES THÉMATIQUES D'ACTUALITÉ EN LIEN AVEC LES TET (EX : ACTIVITÉ DE FORMATION).	MARIE-EVE BILODEAU SIMON CÔTÉ-DESJARDINS	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
LE SOUS-COMITÉ - PROTECTION DE LA TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET)	LE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FACILITER LA PRISE EN CHARGE RAPIDE DES CAS QUI REQUIÈRENT DES ACTIONS IMMÉDIATES ET CONCERTÉES DE LA PART DE PLUSIEURS MINISTÈRES OU ORGANISMES ET EN CONCORDANCE AVEC LES PROCESSUS DE SIGNALEMENT DÉJÀ ÉTABLIS DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ.	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS CATHERINE VERMETTE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL - PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028	COMITÉ DE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL COORDONNÉ PAR LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT).  LA COMMISSION POSSÈDE QUATRE MESURES DONT ELLE EST SOIT RESPONSABLE, SOIT COLLABORATRICE DANS LEUR RÉALISATION.	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS JULIE DUMONTIER	1
COALITION CONTRE LA HAINE	TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : COMMUNAUTAIRE, SECTEURS DE LA JUSTICE, SÉCURITÉ PUBLIQUE, SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SECTEUR PRIVÉ, ETC.	SABINE MONPIERRE	5
GROUPE DE RECHERCHES EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF DE: OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	SABINE MONPIERRE	5
COMITÉ ORGANISATEUR SEMAINE D'ACTIONS CONTRE LE RACISME ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES (SACR)	CONSEIL CONSULTATIF EN CHARGE DE PRÉPARER L'ÉDITION ANNUELLE	SABINE MONPIERRE	4
COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL	GERMAIN ROYER STÉPHANIE ROBERGEAU	18
COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ STÉPHANIE ROBERGEAU	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	GERMAIN ROYER	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE DU QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE-ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL- SAGUENAY LAC ST-JEAN	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.	GERMAIN ROYER STÉPHANIE ROBERGEAU CATHERINE VERMETTE	20
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉES - CREGES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER	2
COMITÉ SUR LA MALTRAITANCE EN CONTEXTE DE COHABITATION – DÉVELOPPEMENT D'OUTILS ET DE PRATIQUES	PARTAGE DE PRATIQUES ET DÉVELOPPEMENT D'OUTILS POUR LES PERSONNES INTERVENANT AUPRÈS DE PERSONNES VULNÉRABLES QUI COHABITENT AVEC UNE PERSONNE MALTRAITANTE.	GERMAIN ROYER	3
COMITÉ DE TRAVAIL POUR L'ADAPTATION DE MYTHES ET RÉALITÉ SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	ADAPTER L'OUVRAGE MYTHES ET RÉALITÉS POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES EN PLATEFORME WEB INTERACTIVE. (SIÈGENT SUR CE COMITÉ, L'INSTITUT THSAKAPESH, UNE PROFESSEURE DE L'UQAT, DES REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET UNE FIRME EXTERNE EN DESIGN INTERACTIF.)	SOPHIE AMBROSI SÉBASTIEN OTIS	7
COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS D'ASSISTANCE	PILOTÉ PAR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ) PRÉPARER UN DOCUMENT D'ÉTUDE SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS-GUIDES ET D'ASSISTANCE POUR LE QUÉBEC.	MAKRAM TAHARI MARIE-IRIS LÉGARÉ	8
COMITÉ DE TRAVAIL POUR LA RÉDACTION D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LES INSPECTEURS EN SALUBRITÉ	TRAVAUX ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ) QUI VISENT À SOUTENIR LA RÉDACTION D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE INTERNE ADRESSÉ AUX INSPECTEURS EN SALUBRITÉ DES ALIMENTS EN LIEN AVEC LES ANIMAUX D'ASSISTANCE. FAVORISER DES COMMUNICATIONS CONJOINTES ET CONVERGENTES DE LA PART DES DEUX INSTITUTIONS VERS LES EXPLOITANTS DES RESTAURANTS ET COMMERCE AGROALIMENTAIRES.	MARIE-IRIS LÉGARÉ MAKRAM TAHARI	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES - COMITÉ DE PRÉPARATION DU PLAN D'ACTION VISANT L'ACCUEIL, L'INCLUSION, LA PLEINE PARTICIPATION ET LA RÉTENTION DES PERSONNES ISSUES DE L'IMMIGRATION À TROIS-RIVIÈRES	CONTRIBUER AU PLAN D'ACTION ET À LA RÉDACTION D'UN GUIDE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX ARRIVANTS.	MAKRAM TAHARI	4
TABLE DE CONCERTATION SUR LES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS (MIFI)	PROMOUVOIR LES DROITS DES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS NOTAMMENT EN MILIEU DE TRAVAIL. CONTRIBUER À L'OFFRE DE FORMATION SUR LE RACISME EN EMPLOI ET À LA RÉDACTION D'UN GUIDE SUR L'INCLUSION EN MILIEU DE TRAVAIL.	MAKRAM TAHARI	6
GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME –ACTION N°4– RACISME DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT (COMITÉ LOGEMENT)	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL VISANT LA RECOMMANDATION ISSUE DU RAPPORT DU GACR DANS LA LUTTE CONTRE TOUTE DISCRIMINATION EN MATIÈRE D'HABITATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR, L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE. OBJECTIFS : <ul style="list-style-type: none"> <li>• RENFORCER LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION EN HABITATION</li> <li>• MIEUX INFORMER LE PUBLIC, ET NOTAMMENT LES LOCATAIRES ET LES FUTURS LOCATAIRES, DU PROCESSUS DE PLAINTÉ</li> </ul> MIEUX INFORMER LES LOCATEURS DES ENJEUX RELATIFS AU RACISME ET À LA DISCRIMINATION	AUDREY ASSEMAN ABDOU LAT FAM	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers\_PQ

Étude des crédits 2024-2025

Question 37	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :			
	A.	LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;		
	B.	LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;		
	C.	LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;		
	D.	LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2024-2025 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;		
	E.	LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT.		

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	Mois	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800, SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 \$/H	MAI 2023 À JANVIER 2024	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	17 025 \$
Noël et Associés S.E.N.C.R.L. 111, rue Champlain Gatineau, QC, J8X 3R1	300 \$/H	AVRIL 2023 À OCTOBRE 2023	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	2 782 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4, PLACE VILLE- MARIE, BUREAU 600, MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 \$/H	AOÛT 2023 À FÉVRIER 2024	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	12 653 \$
TOTAL DES HONORAIRES				32 460 \$

Question 143	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2023-2024. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.
--------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/ BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA *	TOTAL 2023-2024 29 FÉVRIER
ÂGE	38	11	14	11	5	1	80
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	48	0	1	0	1	0	50
CONDITIONS SOCIALES	11	20	13	3	4	0	51
CONVICTIONS POLITIQUES	1	0	2	2	1	0	6
ÉTAT CIVIL	10	9	7	2	1	0	29
EXPLOITATION	0	0	3	0	388	0	391
GROSSESSE	32	1	1	1	0	1	36
HANDICAP	169	22	119	48	16	2	376
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	4	1	13	2	1	1	22
LANGUE	12	1	15	1	4	0	33
ORIENTATION SEXUELLE	7	1	6	4	4	0	22
RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	100	18	91	17	83	1	310
RELIGION	11	0	7	2	4	0	24
SEXE	23	1	17	2	7	1	51
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	7	2	4	1	4	570	588
TOTAL	473	87	313	96	523	577	2069
% 2023-2024	23%	4%	15%	5%	25%	28%	100%
% 2022-2023	21 %	6 %	13 %	5 %	27 %	28 %	100 %

\*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

ON CONSTATE POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE UNE AUGMENTATION DE 13% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 1825 À 2069.

LE TAUX LE PLUS ÉLEVÉ D'AUGMENTATION SE SITUE AU NIVEAU DU MOTIF LANGUE AVEC 94%. TOUTEFOIS, CELA RESTE MINIME SUR L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION.

LES 3 MOTIFS DE DISCRIMINATION PRÉDOMINANT DANS LES PLAINTES OU LES DÉNONCIATIONS DONT LE MOTIF EST PRÉCISÉ SONT : LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (26%), LE HANDICAP (25%) ET RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (21%). LE

SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 23% DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET REPRÉSENTE 32% SUR LES PLAINTES CATÉGORISÉES.

L'AUGMENTATION DES PLAINTES SE SITUE PRINCIPALEMENT DANS LES SECTEURS DES ACTES JURIDIQUES/BIENS ET SERVICES AVEC UNE AUGMENTATION DE 26% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE ET LE SECTEUR DU TRAVAIL AVEC UNE AUGMENTATION DE 23%.

DANS CES DEUX SECTEURS, C'EST LE MOTIF DU HANDICAP, OU MOYEN POUR PALLIER LE HANDICAP QUI TIENNENT LA PLUS GRANDE PROPORTION AVEC 36 ET 39%.

DEMANDE D'ENQUÊTE CHARTE

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2023-2024 29 FÉVRIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	29
BAS-SAINT-LAURENT	25
CAPITALE NATIONALE	143
CENTRE-DU-QUÉBEC	37
CHAUDIÈRE-APPALACHES	46
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	101
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	14
LANAUDIÈRE	105
LAURENTIDES	114
LAVAL	92
MAURICIE	41
MONTÉRÉGIE	250
MONTRÉAL	617
NORD-DU-QUÉBEC	2
OUTAOUAIS	71
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	33
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	339
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	2069

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2023-2024 29 FÉVRIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13
BAS-SAINT-LAURENT	16
CAPITALE NATIONALE	78
CENTRE-DU-QUÉBEC	13
CHAUDIÈRE-APPALACHES	25
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	55
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	8
LANAUDIÈRE	58
LAURENTIDES	76
LAVAL	61
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	30
MONTÉRÉGIE	140
MONTRÉAL	366
NORD-DU-QUÉBEC	2
OUTAOUAIS	30
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	19



RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2023-2024 29 FÉVRIER
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	30
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	1025

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

**DOSSIERS FERMÉS CHARTE**

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2023-2024 29 FÉVRIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30
BAS-SAINT-LAURENT	32
CAPITALE NATIONALE	160
CENTRE-DU-QUÉBEC	51
CHAUDIÈRE-APPALACHES	51
CÔTE-NORD	18
ESTRIE	112
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	17
LANAUDIÈRE	114
LAURENTIDES	129
LAVAL	103
MAURICIE	40
MONTÉRÉGIE	260
MONTRÉAL	663
NORD-DU-QUÉBEC	5
OUTAOUAIS	77
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	37
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	90
TOTAL DOSSIERS FERMES	1989

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

**NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF**

	2023-2024 29 FÉVRIER
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	17
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	0
TOTAL	17

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION FAITES PAR UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU 29 FÉVRIER 2024, LA COMMISSION A REÇU 391 DEMANDES D'ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 17 ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, SOIT PRESQUE MOITIÉ MOINS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CETTE DIFFÉRENCE S'EXPLIQUE PARCE QUE LA COMMISSION S'ASSURE MAINTENANT DE VÉRIFIER LE CONSENTEMENT DES VICTIMES AVANT D'OUVRIR UNE ENQUÊTE QUI LES CONCERNE. CETTE ANNÉE, 34 PERSONNES VISÉES PAR UNE DÉNONCIATION ONT CHOISI DE PORTER PLAINTÉ ELLES-MÊMES APRÈS AVOIR ÉTÉ RENCONTRÉES PAR LA COMMISSION, CE QUI PORTE LE TOTAL DES ENQUÊTES À 51 À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 29 FÉVRIER 2024 EST DE 28. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 58, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2023 AU 29 FÉVRIER 2024.

**NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF**

	2023-2024 29 FÉVRIER
ÂGE	0
CONDITION SOCIALE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
GROSSESSE	2
HANDICAP	146
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	1
LANGUE	1
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	3
RELIGION	4
SEXE	1
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS	3
TOTAL	161

AU 29 FÉVRIER 2024, LA COMMISSION A REÇU 161 PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE, SOIT RELATIVEMENT SIMILAIRE À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

Question 144	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2023-2024 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.
--------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. SUIVI EN COURS
2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 14, <i>LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDICTION LA LOI VISANT À AIDER À RETROUVER LES PERSONNES DISPARUES</i>  DEMANDE ENVOI LE 4 AVRIL 2023 COMMISSION DES INSTITUTIONS	3
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 19, <i>LOI SUR L'ENCADREMENT DU TRAVAIL DES ENFANTS</i>  INITIATIVE ENVOI LE 8 MAI 2023 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL	3
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 15, <i>LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE</i>  INITIATIVE ENVOI LE 23 MAI 2023 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	2
LETTRE AYANT POUR OBJET LES PRÉOCCUPATIONS QUANT AUX DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE FACE À LA MULTIPLICATION DES FERMETURES ET CONVERSIONS DE RÉSIDENCES PRIVÉES POUR AÎNÉS  INITIATIVE ENVOI LE 25 MAI 2023 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	1
ENVOI DE COMMENTAIRES ET D'UNE LETTRE AYANT POUR OBJET UNE DEMANDE DE RENCONTRE DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE  INITIATIVE ENVOI LE 4 JUILLET 2023 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LA CONSULTATION CONCERNANT L'ENCADREMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE  INITIATIVE ENVOI LE 9 AOÛT 2023 MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE CONSEIL DE L'INNOVATION DU QUÉBEC	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION SUR LA PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION POUR LA PÉRIODE 2024-2027  INITIATIVE ENVOI LE 8 SEPTEMBRE 2023 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS	2
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 32, <i>LOI INSTAURANT L'APPROCHE DE SÉCURISATION CULTURELLE AU SEIN DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</i>	1

<p>DEMANDE ENVOI LE 12 SEPTEMBRE 2023 COMMISSION DES INSTITUTIONS</p>	
<p>MEMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 31, <i>LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LEGISLATIVES EN MATIERE D'HABITATION</i></p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 15 SEPTEMBRE 2023 COMMISSION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</p>	3
<p>LETTRE AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 23, <i>LOI MODIFIANT PRINCIPALEMENT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET EDICTANT LA LOI SUR L'INSTITUT NATIONAL D'EXCELLENCE EN EDUCATION</i></p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 3 OCTOBRE 2023 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION MINISTERE DE L'ÉDUCATION</p>	3
<p>LETTRE AYANT POUR OBJET LA NOUVELLE DISPOSITION REGLEMENTAIRE SUR L'HYGIENE DANS LES BIBLIOTHEQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE A LA LUMIERE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION EN MATIERE DE PROFILAGE SOCIAL</p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 4 DECEMBRE 2023 VILLE DE MONTREAL</p>	1
<p>LETTRE AYANT POUR OBJET LA SUITE DE LA RENCONTRE DE LA COMMISSION AVEC LE COMITÉ DE SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE DU 15 JANVIER 2024</p> <p>DEMANDE ENVOI LE 19 JANVIER 2024 COMITÉ DE SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE MINISTÈRE DE LA FAMILLE</p>	1
<p>LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE LOI N° 42, <i>LOI VISANT A PREVENIR ET A COMBATTRE LE HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE ET LA VIOLENCE A CARACTERE SEXUEL EN MILIEU DE TRAVAIL</i></p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 25 JANVIER 2024 COMMISSION DE L'ECONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTERE DU TRAVAIL</p>	1
<p>MEMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 37, <i>LOI SUR LE COMMISSAIRE AU BIEN-ETRE ET AUX DROITS DES ENFANTS</i></p> <p>DEMANDE ENVOI LE 6 FEVRIER 2024 COMMISSION DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX</p>	1
<p>LETTRE AYANT POUR OBJET LA CONFORMITE A LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE DU PROJET DE LOI N° 46, <i>LOI SUR L'AMELIORATION DE LA PROTECTION DES ENFANTS DANS LES SERVICES DE GARDE EDUCATIFS</i></p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 20 FEVRIER 2024 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS MINISTERE DE LA FAMILLE</p>	1
<p>CONFORMITE A LA CHARTE QUEBECOISE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE DU PROJET DE LOI N° 47, <i>LOI VISANT A RENFORCER LA PROTECTION DES ELEVES</i></p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 22 FEVRIER 2024 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION MINISTERE DE L'ÉDUCATION</p>	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
NOMBRE ETC UTILISÉS	10	4	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS			
RECHERCHE	10,82	4,00	
POURCENTAGE	92,4%	100%	
RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE	1 007 252 \$	286 493 \$	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...)	930 917 \$	286 493 \$	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ	15 384 237 \$	15 384 237 \$	*
POURCENTAGE	6.1 %	1,9%	
FRAIS DE DÉPLACEMENT			3 221 \$
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			130 326 \$
POURCENTAGE			2,5%
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			1 220 630 \$
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			19 221 624 \$
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			6.4. %

\* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

Question	145	Délai moyen de traitement des plaintes.
----------	-----	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	7318
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	389
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	77
TOTAL	7784

LES DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2024, EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, INDIQUENT UNE AUGMENTATION DE 428 DEMANDES AUPRÈS DE LA COMMISSION.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	2069

ON CONSTATE POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, UNE AUGMENTATION DE 13% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	1025

UNE FOIS L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES JUGÉES RECEVABLE MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE. LES DONNÉES, AU 29 FÉVRIER 2024 INDIQUE UNE AUGMENTATION DE 7%.

A NOTER QUE LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

3. DOSSIERS FERMÉS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS	1989

AU 29 FÉVRIER 2024, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2023-2024 A AUGMENTÉ DE 3%, DONC INDIQUE PLUTÔT UNE STABILITÉ COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PASSÉE.

4. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DE TOUTES LES PLAINTES (EN JOURS)	255
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	484

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT À PARTIR DE TOUS LES DOSSIERS DE PLAINTÉ TRAITÉS ET FINALISÉS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE, DE LA DATE DE RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER EST FERMÉ.

SONT EXCLUS DU CALCUL LES DOSSIERS ÉTANT PASSÉ PAR L'ÉTAPE DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER PUISQUE LE CONTRÔLE DU DOSSIER N'EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION, UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE.

LES DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT ONT DIMINUÉ PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, ET CE MALGRÉ L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLAINTES ET DE DÉNONCIATION. EN EFFET LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS POUR L'ENSEMBLE DES PLAINTES A DIMINUÉ DE 82 JOURS CALENDRIER ET CELUI DES DOSSIERS D'ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 40 JOURS CALENDRIER.

Question 146	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.
--------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
GROUPE CEDRICO INC.  
MÉDISOLUTION (2009) INC.  
PG SOLUTIONS INC.

**TOTAL : 3**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
CHAR-POL INC.  
FERNAND GILBERT LTÉE  
LES ENTREPRISES ALFRED BOIVIN INC.  
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN  
TRANSPORT F. GILBERT LTÉE

**TOTAL : 5**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**  
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.  
BENEVA INC.  
BÉTON PROVINCIAL LTÉE  
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.  
COSSETTE COMMUNICATION INC.  
CPU SERVICE D'ORDINATEUR INC.  
DESCHAMPS IMPRESSION INC.  
DUVALTEX (CANADA) INC.  
ENGLOBE CORP.  
EXFO INC.  
IA GROUPE FINANCIER  
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION  
ITI INC.  
ITI PLACEMENT RESSOURCES INC.  
JULIEN INC.  
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.  
LAVERY, DE BILLY, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE  
LES SERVICES CONSEILS SYSTÉMATIX INC.  
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.  
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.  
LEVIO CONSEILS INC.  
MARKETING LÉGER INC.  
MCKINNON  
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE  
MICROSOFT CANADA INC.  
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.  
NCR CANADA LTÉE  
NORDA STELO INC.  
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON  
SOLOTECH INC.  
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.  
SOLUTIONS PETAL INC.  
TECHNOCONSEIL (TC) INC.  
TRANSITIONS SERVICES CONSEILS INC.  
VILLAGE VACANCES VALCARTIER

**TOTAL : 35**



**RA04 : MAURICIE**

CANADEL INC.  
CONCEPT ÉCO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.  
DUCHESNE & FILS LTÉE  
PLURITEC LTÉE  
PMT ROY ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.  
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.  
SERVICES MÉNAGERS TRIFLUVIENS INC.  
SIGNALÉTIK INC.  
TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC.

**TOTAL : 9****RA05 : ESTRIE**

9477-7604 QUÉBEC INC.  
L. P. ROYER INC.  
SIGNALISATION DES CANTONS INC.

**TOTAL : 3****RA06 : MONTRÉAL**

9312-5581 QUÉBEC INC.  
ACCEO SOLUTIONS INC.  
AECOM CONSULTANTS INC.  
AINSWORTH INC.  
ARCHITECTURE EVOQ INC.  
ASTEK CANADA INC.  
BDO CANADA S.R.L-L.L.P.  
BITUMAR INC.  
CENTRE INVESTIGATION & SÉCURITÉ CANADA INC.  
CGI INC.  
CMC ÉLECTRONIQUE INC.  
COFOMO INC.  
DELOITTE INC.  
DOMTAR INC.  
EQUIFAX CANADA CO.  
ÉQUIPEMENT SMS INC.  
ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.  
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.  
FNX-INNOV INC.  
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.  
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.  
GHD CONSULTANTS LTÉE  
GROUPE SNC-LAVALIN INC.  
IBM CANADA LIMITÉE  
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.  
KPMG  
LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE  
LACTALIS CANADA INC.  
LGI SOLUTIONS SANTÉ INC.  
LIFEWORKS CANADA LTD  
MARSH CANADA LIMITÉE  
MICHAEL ROSSY LTÉE  
MOORE CANADA CORPORATION  
MPB COMMUNICATIONS INC.  
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.  
NORMANDIN BEAUDRY, ACTUAIRES CONSEIL INC.  
ORACLE CORPORATION CANADA INC.  
QUÉBÉCOR MÉDIA INC.  
RAYMOND CHABOT GRANT THORTON & CIE S.E.N.C.R.L.  
RAYMOND LANCTÔT LTÉE  
SERVICES FINANCIERS NCO INC.  
SID LEE INC.  
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC.  
SOFTCHOICE LP  
SONEPAR DISTRIBUTION INC.  
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
STELLA-JONES INC.  
SUPREMEX INC.

SYSTRA CANADA INC.  
TETRA TECH QI INC.  
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE  
WSP CANADA INC.  
XEROX CANADA INC.

**TOTAL : 53**

**RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

121352 CANADA INC. (TECHNOSUB)  
BEN DESHAIES INC.  
IAMGOLD CORPORATION  
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE  
TEMBEC INC.

**TOTAL : 5**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

9152-2458 QUÉBEC INC.  
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL LTÉE, DIV. MINES SELEINE

**TOTAL : 2**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.  
COOP AVANTIS  
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE  
GARAGA INC.  
GROUPE CANAM INC.  
IMPRIMERIE SOLISCO INC.  
IPL NORTH AMERICA INC.  
LES ÉQUIPEMENTS D'ÉRABLIÈRE C.D.L. INC.  
LES INDUSTRIES DE LA RIVE-SUD LTÉE  
MAIBEC INC.  
MAINTENANCE EUREKA LTÉE  
MARQUIS IMPRIMEUR INC.  
MONTEL INC.  
ROUSSEAU MÉTAL INC.  
TEKNION ROY & BRETON INC.

**TOTAL : 15**

**RA13 : LAVAL**

CIMA+ S.E.N.C.  
GROUPE CONTANT INC.  
SERVICES INFRASPEC INC.  
VALOSPHERE ENVIRONNEMENT INC.

**TOTAL : 4**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.  
GROUPE ABS INC.  
LES SERVICES EXP INC.  
PLASTICASE INC.

**TOTAL : 4**

**RA15 : LAURENTIDES**

CONSORTIUM DUROKING-NEPVEU  
LES INVESTISSEMENTS NOLINOR INC.  
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.  
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE  
TEXTRON CANADA LIMITÉE / DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

**TOTAL : 5**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

ADS SIGNALISATION INC.  
AGROPUR COOPÉRATIVE  
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.  
BÉTON BRUNET LTÉE  
COMPLEXE DE L'AUTO PARK AVENUE INC.  
CONSTRUCTION DJL INC.  
CULTURES GEN V INC.  
ÉTIQUETTES PROPECTA INC.  
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.  
GOODFELLOW INC.  
GROUPE CAMBLI INC.  
GROUPE CIVITAS INC.  
GROUPE COLABOR INC.  
GROUPE LACASSE INC.  
INFRASTRUCTEL INC.  
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT  
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.  
LES PRODUITS NEPTUNE INC.  
LOISELLE INC.  
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.  
SKI BROMONT.COM INC.  
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION  
SOLENO INC.  
TECH-MIX, DIVISION DE BAUVAL INC.  
UNI-SELECT INC.  
YVES ROCHER AMÉRIQUE DU NORD INC.

**TOTAL : 26**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

EXCAVATIONS TOURIGNY INC.  
INDUSTRIES MACHINEX INC.  
LES PRODUITS INDUSTRIELS DE HAUTE TEMPÉRATURE PYROTEK INC.  
MÉTALUS INC.  
SOPREMA INC.

**TOTAL : 5**

**GRAND TOTAL : 174**

**LISTE DES ORGANISMES PUBLICS  
ASSUJETTIS À LA LOI**

**ÉDUCATION - CÉGEPs**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CÉGEP DE LA POCATIÈRE  
CÉGEP DE MATANE  
CÉGEP DE RIMOUSKI  
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CÉGEP DE CHICOUTIMI  
CÉGEP DE JONQUIÈRE  
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN  
COLLÈGE D'ALMA

**TOTAL : 4**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**

CÉGEP DE SAINTE-FOY  
CÉGEP LIMOILLOU  
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER- GARNEAU

**TOTAL : 3**

**RA04 : MAURICIE**  
CÉGEP DE SHAWINIGAN  
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**  
CÉGEP DE SHERBROOKE  
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**  
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU  
CÉGEP DE SAINT-LAURENT  
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL  
CÉGEP MARIE-VICTORIN  
COLLÈGE AHUNTSIC  
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE  
COLLÈGE DE MAISONNEUVE  
COLLÈGE DE ROSEMONT  
COLLÈGE GÉRALD-GODIN  
DAWSON COLLEGE  
JOHN ABBOTT COLLEGE  
VANIER COLLEGE

**TOTAL : 12**

**RA07 : OUTAOUAIS**  
CÉGEP HERITAGE COLLEGE  
COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS

**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**  
CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

**RA09 : CÔTE-NORD**  
CÉGEP DE BAIE-COMEAU  
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**  
CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES  
CÉGEP DE LÉVIS  
CÉGEP DE THETFORD

**TOTAL : 3**

**RA13 : LAVAL**  
COLLÈGE MONTMORENCY

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
CÉGEP DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME  
COLLÈGE LIONEL-GROULX

**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA  
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE  
CÉGEP DE SOREL-TRACY  
CÉGEP DE VALLEYFIELD  
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

**TOTAL : 6**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE  
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2**

**ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D’ENSEIGNEMENTS PRIVÉS**

**RA03 : CAPITALE NATIONALE**

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY  
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY  
COLLÈGE MÉRICI  
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER  
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

**TOTAL : 5**

**RA04 : MAURICIE**

COLLÈGE LAFLÈCHE

**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER  
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET  
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.  
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF  
COLLÈGE LASALLE  
COLLÈGE MARIANOPOLIS  
COLLÈGE MARIE DE FRANCE  
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS  
COLLÈGE NOTRE-DAME  
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA  
COLLÈGE SAINTE-ANNE  
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE  
COLLÈGE STANISLAS  
ÉCOLE MARIE-CLARAC  
ÉCOLE PETER HALL INC.  
ÉCOLE SELWYN HOUSE  
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE  
INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC  
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH | HERZLIAH  
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ  
LOWER CANADA COLLEGE  
VILLA MARIA

**TOTAL : 22**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
COLLÈGE DE LÉVIS

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**  
COLLÈGE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION  
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**  
ACADÉMIE LAFONTAINE  
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
COLLÈGE BOURGET  
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE  
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT  
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

**TOTAL : 4**

**ÉDUCATION – CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS  
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

**TOTAL : 4**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES  
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

**TOTAL : 6**

**RA04 : MAURICIE**  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

**TOTAL : 4**

**RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS  
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL  
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

**TOTAL : 5**

**RA07 : OUTAOUAIS**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS  
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

**TOTAL : 5**

**RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

**TOTAL : 5**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL

**TOTAL : 4**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE  
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

**TOTAL : 4**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

**TOTAL : 4**

**RA13 : LAVAL**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES

**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES  
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES  
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

**TOTAL : 5**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN  
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES  
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS  
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

**TOTAL : 11**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES

**TOTAL : 3**

**ÉDUCATION - UNIVERSITÉS**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

**TOTAL : 1**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**TOTAL : 1**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
TÉLÉ-UNIVERSITÉ  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)  
UNIVERSITÉ LAVAL

**TOTAL : 5**

**RA04 : MAURICIE**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**

UNIVERSITÉ BISHOP'S  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**TOTAL : 2**



**RA06 : MONTRÉAL**  
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES  
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ CONCORDIA  
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ MCGILL

**TOTAL : 7**

**RA07 : OUTAOUAIS**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

**MUNICIPALITÉS**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**  
VILLE DE RIMOUSKI  
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 2**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
VILLE D'ALMA  
VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI  
VILLE DE SAGUENAY

**TOTAL : 3**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**  
VILLE DE PONT-ROUGE  
VILLE DE QUÉBEC

**TOTAL : 2**

**RA04 : MAURICIE**  
VILLE DE LA TUQUE  
VILLE DE SHAWINIGAN  
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 3**

**RA05 : ESTRIE**  
VILLE DE MAGOG  
VILLE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**  
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL  
VILLE DE BEACONSFIELD  
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC  
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX  
VILLE DE DORVAL  
VILLE DE KIRKLAND  
VILLE DE MONT-ROYAL  
VILLE DE MONTRÉAL  
VILLE DE POINTE-CLAIRE  
VILLE DE WESTMOUNT

**TOTAL : 10**

**RA07 : OUTAOUAIS**

VILLE DE GATINEAU

**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

VILLE D'AMOS

VILLE DE ROUYN-NORANDA

VILLE DE VAL-D'OR

**TOTAL : 3**

**RA09 : CÔTE-NORD**

VILLE DE BAIE-COMEAU

VILLE DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

VILLE DE LÉVIS

VILLE DE SAINT-GEORGES

VILLE DE THETFORD MINES

**TOTAL : 3**

**RA13 : LAVAL**

VILLE DE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

VILLE DE JOLIETTE

VILLE DE L'ASSOMPTION

VILLE DE MASCOUCHE

VILLE DE REPENTIGNY

VILLE DE TERREBONNE

**TOTAL : 5**

**RA15 : LAURENTIDES**

VILLE DE BLAINVILLE

VILLE DE BOISBRIAND

VILLE DE DEUX-MONTAGNES

VILLE DE MIRABEL

VILLE DE MONT-LAURIER

VILLE DE MONT-TREMBLANT

VILLE DE ROSEMÈRE

VILLE DE SAINT-EUSTACHE

VILLE DE SAINT-JÉRÔME

VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE

**TOTAL : 10**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

VILLE DE BEAUHARNOIS

VILLE DE BELOEIL

VILLE DE BOUCHERVILLE

VILLE DE BROSSARD

VILLE DE CANDIAC

VILLE DE CHAMBLY

VILLE DE CHÂTEAUGUAY

VILLE DE GRANBY

VILLE DE LA PRAIRIE

VILLE DE LONGUEUIL

VILLE DE MERCIER

VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE

VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE

VILLE DE SAINT-HYACINTHE

VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

VILLE DE SAINT-LAMBERT  
VILLE DE SAINT-LAZARE  
VILLE DE SAINTE-JULIE  
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
VILLE DE SOREL-TRACY  
VILLE DE VARENNES  
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

**TOTAL : 22**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

VILLE DE BÉCANCOUR  
VILLE DE DRUMMONDVILLE  
VILLE DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 3**

**RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC**

**RA06 : MONTRÉAL**

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

**TOTAL : 2**

**RÉGIES INTERMUNICIPALES D'INCENDIE**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

**TOTAL : 1**

**RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

**TOTAL : 1**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

**TOTAL : 1**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.  
CHU DE QUÉBEC  
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE  
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL  
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

**TOTAL : 5**

**RA04 : MAURICIE**

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**  
CIUSSS DE L'ESTRIE - CHUS

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**  
CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.  
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.  
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE  
CENTRE LE CARDINAL INC.  
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL  
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.  
CHSLD BAYVIEW INC.  
CHSLD BOURGET INC.  
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.  
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES  
GROUPE CHAMPLAIN INC.  
GROUPE ROY SANTÉ INC.  
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SŒURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.  
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.  
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL  
RÉSIDENCE ANGELICA  
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY  
VIGI SANTÉ LTÉE  
VILLA MÉDICA INC.

**TOTAL : 26**

**RA07 : OUTAOUAIS**  
CISSS DE L'OUTAOUAIS

**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**  
CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

**RA09 : CÔTE-NORD**  
CISSS DE LA CÔTE-NORD

**TOTAL : 1**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**  
CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**  
CISSS DE LA GASPÉSIE  
CISSS DES ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.  
CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

**TOTAL : 2**

**RA13 : LAVAL**  
CHSLD AGE3 INC.  
CISSS DE LAVAL  
MANOIR ST-PATRICE INC.  
SANTÉ COURVILLE INC.

**TOTAL : 4**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)  
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.  
CISSS DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 3**

**RA15 : LAURENTIDES**  
CISSS DES LAURENTIDES

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
CHSLD ARGYLE INC., LES ÉCLUSES ST-LAMBERT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST

**TOTAL : 4**

**SOCIÉTÉS DE TRANSPORT**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

**TOTAL : 1**

**RA03 : CAPITALE-NATIONALE**  
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

**TOTAL : 1**

**RA04 : MAURICIE**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES :**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

**TOTAL : 1**

## SOCIÉTÉS D'ÉTAT

### RA03 : CAPITALE-NATIONALE

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC  
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS  
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC  
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC  
MUSÉE DE LA CIVILISATION  
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ)  
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

**TOTAL : 9**

### RA06 : MONTRÉAL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS  
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC  
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC  
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ  
EXO - OPÉRATEUR DE TRANSPORT  
HÉMA-QUÉBEC  
HYDRO-QUÉBEC  
INVESTISSEMENT QUÉBEC - CRIQ  
PARC OLYMPIQUE  
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)  
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL  
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS  
SOQUIJ

**TOTAL : 18**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

CDMV INC.

**TOTAL : 1**

### RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**GRAND TOTAL : 345**

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **345** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉDUCATION																							
AU 29 FÉVRIER 2024		TOTAL DES ORGANISMES		CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC		RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE		RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	
ÉTAPES DES PROGRAMMES (PAÉE)	TOTAL	345		70		39		48		19		29		72		8		4		1		55	
		NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
	ANALYSE DES EFFECTIFS	4	1.2%		%	1	2.6%		%		%	1	3.4%	1	%		%		%	1	100.0%		%
	ÉLABORATION	3	0.9%		%		%		%		%	2	6.9%	1	%		%		%		%		%
	IMPLANTATION 1	16	4.6%		%	1	2.6%		%		%		%	15	%		%		%		%		%
	IMPLANTATION 2	26	7.5%		%		%		%		%	4	13.8%		%	2	25.0%	1	25.0%		%	19	34.5%
	IMPLANTATION 3	106	30.7%		%	14	35.9%	5	10.4%	8	42.1%	13	44.8%	27	%	1	12.5%	2	50.0%		%	36	65.5%
	IMPLANTATION 4	187	54.2%	70	100.0%	20	51.3%	43	89.6%	11	57.9%	9	31.0%	28	%	5	62.5%	1	25.0%		%		%
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION	3	0.9%		%	3	7.7%		%		%		%		%		%		%		%		%

Question 147	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.
--------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

41 SÉANCES DE FORMATION OU D’INFORMATION ABORDANT EN TOUT OU EN PARTIE LE RACISME ET LE LOGEMENT ONT ÉTÉ OFFERTES ET ONT REJOINT 1 191 PERSONNES.

	Nombre de formations dispensées	Nombre de personnes
Total	41	1 191
Montréal	19	407
Laval	4	56
Capitale-Nationale	2	35
Centre-du-Québec	1	20
Montréal	0	0
Saguenay – Lac-Saint-Jean	0	0
Chaudière-Appalaches	0	0
Multiplés régions	9	440
Estrée	0	72
Mauricie	3	84
Bas-Saint-Laurent	2	43

LA COMMISSION A RELANCÉ EN MARS ET AVRIL 2023 SA CAMPAGNE À LOUER SANS DISCRIMINER AVEC DE NOUVELLES DÉCLINAISONS. TROIS CAPSULES DE 30 SECONDES ONT ÉTÉ DIFFUSÉES DE MANIÈRE PAYANTE SUR LES PLATEFORMES FACEBOOK, INSTAGRAM ET YOUTUBE ET DE MANIÈRE ORGANIQUE SUR TWITTER ET LINKEDIN. UNE DES CAPSULES A ÉGALEMENT ÉTÉ DIFFUSÉE PENDANT 3 SEMAINES EN MARS 2023 (PÉRIODE PRÉCÉDENTE MAIS PAYÉE EN 2023-24) SUR LA PLATEFORME TVA EN RATRAPAGE

LA RELANCE COMPRENAIT ÉGALEMENT DES AFFICHES DANS LE MÉTRO DE MONTRÉAL ET SUR LES ABRIBUS DE SHERBROOKE, QUÉBEC ET MONTRÉAL AINSI QUE DE PLUS PETITES AFFICHES DANS LES BARS ET RESTAURANTS DE L’ENSEMBLE DU QUÉBEC, SENSIBILISANT LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SPÉCIFIQUEMENT SUR LA DISCRIMINATION SUR LES MOTIFS RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE ET NATIONALE, DANS LA RECHERCHE DE LOCATAIRE OU DE LOGEMENT.

EN AOÛT 2023, NOUS AVONS RELANCÉ LA PORTION AFFICHAGE DE LA CAMPAGNE DANS LE RÉSEAU D’AUTOBUS DE TROIS-RIVIÈRES ET SA RÉGION MÉTROPOLITAINE. UNE COMMUNICATION AUX MÉDIAS LOCAUX ET RÉGIONAUX DE MAURICIE CENTRE-DU-QUÉBEC A ÉGALEMENT ÉTÉ EFFECTUÉE DANS LE CADRE DE CETTE RELANCE RÉGIONALE.

EN NOVEMBRE 2023 UNE COURTE CAPSULE VIDÉO A ÉTÉ DIFFUSÉE SUR FACEBOOK ET INSTAGRAM CONCERNANT LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT POUR L’ENSEMBLE DES MOTIFS.



Question 148	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDiquer LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.
--------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES AU SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR MOTIF RELIGION

LA COMMISSION NE TRAITE PAS DE DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. ELLE OFFRE UN SERVICE-CONSEIL POUR ACCOMPAGNER LES EMPLOYEURS ET LES PRESTATAIRES DE SERVICES QUI REÇOIVENT DES DEMANDES DE LA PART DE LEUR PERSONNEL, DE LEURS CLIENTS OU DE LEURS USAGERS. CE SONT CES DERNIERS QUI DOIVENT TRAITER LES DEMANDES QU'ILS REÇOIVENT EN RESPECT DE LA CHARTE. LES TABLEAUX SUIVANTS PORTENT SUR LES DEMANDES REÇUES AU SERVICE CONSEIL EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE QUI CONCERNAIENT LE MOTIF RELIGION. LES EMPLOYEURS ET LES PRESTATAIRES DE SERVICES SONT PAR LA SUITE LIBRES DE SUIVRE OU NON LES CONSEILS DE LA COMMISSION DANS LA RECHERCHE DE LEURS PROPRES RÉPONSES AUX DEMANDES QU'ILS REÇOIVENT.

ANNÉE	NOMBRE DE DEMANDES POUR MOTIF RELIGION	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT(JOURS)
2019-2020	23	15
2020-2021	8	37
2021-2022	12	25
2022-2023	7	6
2023-2024 (29 Fév)	10	8
TOTAL	60	18

RÉPARTITION DES DEMANDES SELON LA RELIGION

Religion	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024 (29 Fév)	Total général
Aucune religion				1		1
Bouddhiste	1					1
Catholique	2					2
Chrétien autre	1					1
Juive	3		1			4
Musulmane	7	4	7	2	1	21
Non précisé	6	4	4	4	9	27
Protestante adventiste	1					1
Sikh	1					1
Témoins de Jéhovah	1					1
Total général	23	8	12	7	10	60

LA LISTE DES DEMANDES POUR 2023-2024, INCLUANT LES MOTIFS ET LES DATES D’OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA DEMANDE, EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU SUIVANT.

STATUT	DESCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2023-04-17	2023-04-18
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2023-04-17	2023-04-20
Fermé	Discrimination / Religion / Musulmane	Acceptation des recommandations	\N	2023-06-12	2023-06-22
Fermé	Discrimination / Religion	Information suffisante sur les accommodements	\N	2023-07-21	2023-08-02
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2023-08-02	2023-08-08
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2023-09-13	2023-09-20
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2023-10-19	2023-10-25
Fermé	Discrimination / Religion	Pas de retour d’appel ou de correspondance	\N	2023-12-19	2024-01-09
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2024-02-08	2024-02-13
Fermé	Discrimination / Religion	Acceptation des recommandations	\N	2024-02-15	2024-02-20

Question 149	DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.
--------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ ENGAGÉE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.

Question	150	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2023-2024. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.
----------	-----	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D’INSATISFACTION	2023-2024 (29 FÉV)
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	66
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	51
DPJ	1
ENTENT PROVISOIRE	0
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	54
ÉVALUATION ET ORIENTATION	21
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	0
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	6
MILIEU SUBSTITUT	106
ORDONNANCE	16
SERVICES SOCIAUX*	126
SIGNALEMENT	49
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	38
NON PRÉCISÉ	157
TOTAL	692

\* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D’ÉDUCATION

AU 29 FÉVRIER 2024, 692 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT ÉTÉ REÇUES À LA COMMISSION, UN BOND SUBSTANTIEL COMPARATIVEMENT AUX 379 DEMANDES REÇUES À PAREILLE PÉRIODE L’ANNÉE DERNIÈRE. LE DROIT AUX SERVICES ADÉQUATS ET REQUIS EST LE MOTIF D’INSATISFACTION POUR LEQUEL LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS INTERPELLÉ CETTE ANNÉE (18,2%). LES PRÉOCCUPATIONS EXPRIMÉES CONCERNANT LE DROIT D’ÊTRE HÉBERGÉ DANS UN MILIEU SUBSTITUT RÉPONDANT AUX BESOINS DE L’ENFANT OCCUPENT LE DEUXIÈME RANG (15,3%). LE RESPECT DU DROIT À DES CONTACTS AVEC DES PERSONNES SIGNIFICATIVES LORSQUE PLACÉ DANS UN MILIEU SUBSTITUT OCCUPENT LA TROISIÈME PLACE QUANT AUX MOTIFS D’INSATISFACTION SOULEVÉES (9,5%). LES DEMANDES DONT LE MOTIF PRINCIPAL D’INSATISFACTION EST NON PRÉCISÉ SONT DES DEMANDES QUI EN SONT AU DÉBUT DU TRAITEMENT, LES MOTIFS D’INSATISFACTION ÉTANT DÉTERMINÉS À LA FIN DE L’ÉTAPE DE LA RECEVABILITÉ.

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	21
CAPITALE-NATIONALE	36
CHAUDIÈRE-APPALACHES	39
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	52
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	41
LAURENTIDES	88
LAVAL	30
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	108
MONTÉRÉGIE	77

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
MONTRÉAL	93
NORD-DU-QUÉBEC	17
OUTAOUAIS	24
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	32
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	692

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES DE LA POPULATION SELON LA RÉGION, EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D'INTERVENTION SONT, DANS L'ORDRE, LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (15,6%), LA RÉGION DE MONTRÉAL (13,4%%), LES LAURENTIDES (12,7%) ET LA MONTÉRÉGIE (11,1%). PARMI LES RÉGIONS QUI ONT CONNUES LES PLUS FORTES AUGMENTATIONS, NOTONS L'ESTRIE ET LA RÉGION DE CHAUDIÈRE-APPALACHES. PARMI LES RÉGIONS DONT LE NOMBRE DE DEMANDES A DIMINUÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE NOUS RETROUVONS LA CÔTE-NORD, LA RÉGION DE LAVAL ET LA RÉGION DE MONTRÉAL.

**DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE**

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9
BAS-SAINT-LAURENT	8
CAPITALE-NATIONALE	12
CHAUDIÈRE-APPALACHES	7
CÔTE-NORD	1
ESTRIE	9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4
LANAUDIÈRE	13
LAURENTIDES	27
LAVAL	14
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	48
MONTÉRÉGIE	27
MONTRÉAL	30
NORD-DU-QUÉBEC	14
OUTAOUAIS	3
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	11
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	237

AU 29 FÉVRIER 2024, DES 692 DEMANDES REÇUES, 237 ONT FAIT L'OBJET D'UNE OUVERTURE D'ENQUÊTE. UNE DEMANDE D'ENQUÊTE EST JUGÉE RECEVABLE LORSQUE LES FAITS RAPPORTÉS SONT EN LIEN AVEC UN DROIT D'UN ENFANT OU D'UN GROUPE D'ENFANTS QUI SERAIENT LÉSÉS ET QUI NE FONT PAS L'OBJET D'UN RECOURS OU D'UN JUGEMENT EN CHAMBRE DE LA JEUNESSE. LES PERSONNES REQUÉRANTES DONT LES DEMANDES SONT NON RECEVABLES SONT DIRIGÉES, AU BESOIN, VERS D'AUTRES RESSOURCES.

LES RÉGIONS LES PLUS ENQUÊTÉES SONT LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (20,2%), LA RÉGION DE MONTRÉAL (12,7%), LES LAURENTIDES (11,4%) ET LA MONTÉRÉGIE (11,4%). À NOTER LA FORTE HAUSSE DU TAUX PROPORTIONNEL DE LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC, QUI A CONNU UNE HAUSSE DE 8% DU TAUX PROVINCIAL ALORS QUE LA RÉGION DE MONTRÉAL A CONNU UNE BAISSSE DE 8%.

LE NOMBRE DE SITUATIONS EN VERTU DESQUELLES LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 80, UNE DONNÉE SIMILAIRE À CELLE DE L'ANNÉE DERNIÈRE (75), MAIS SIGNIFICATIVEMENT PLUS IMPORTANTE QUE L'ANNÉE 2021-2022 (38).

**DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE**

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	8
CHAUDIÈRE-APPALACHES	8
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	11
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
LANAUDIÈRE	13
LAURENTIDES	20
LAVAL	14
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	59
MONTÉRÉGIE	30
MONTRÉAL	47
NORD-DU-QUÉBEC	4
OUTAOUAIS	4
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ*	0
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	254

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, LA COMMISSION A COMPLÉTÉ 254 ENQUÊTES JEUNESSE, CE QUI REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE (199 FERMETURES) OU ENCORE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (237).

Question 154	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2023-2024.
--------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Les recommandations suivantes ont été émises aux différents ministères à titre de mis-en-cause dans une enquête individuelle ou systémique ou en application de la disposition 23 e) de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Par ailleurs, des recommandations ont été émises à différents ministères à la suite du dépôt de deux rapports d'enquêtes systémiques. Le premier rapport fait état d'une enquête réalisée dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean en 2017 et le deuxième rapport porte sur la situation des enfants Inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava en 2021.

Ces dossiers sont toujours actifs à la Commission.

Enquêtes systémiques

Enquête systémique concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean

Le 22 août 2017, la Commission était d'avis que l'enquête concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean avait mis en lumière des lacunes et des manquements majeurs quant aux processus d'intervention et de prise de décisions, de l'encadrement et de la formation des intervenants, ainsi que des outils cliniques dont ils disposent afin de participer à la réalisation du mandat de la DPJ.

Au terme de son enquête, la Commission avait émis vingt-trois (23) recommandations dont six (6) adressées à la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et saines habitudes de vie de l'époque. **Malgré l'engagement du MSSS à mettre en œuvre ces recommandations, une d'entre elles est toujours en suivi par la Commission, n'ayant pas été complètement réalisée depuis août 2017.**

Recommandation quant à la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse

Des normes doivent être suivies par les intervenants en protection de la jeunesse du Québec relativement à la rétention et le traitement des signalements, ainsi qu'au cours de l'évaluation des situations et de l'orientation des enfants concernés. Celles-ci se retrouvent notamment dans les documents suivants :

- Les Protocoles : réception et traitement des signalements, évaluation et orientation : suite au rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, et d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse (Rapport Harvey), élaborés en 1988;
- Les Orientations relatives aux standards d'accès, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience, prévues dans l'Offre de service 2007-2012 du Programme services jeunes en difficulté révisé en 2010;
- Le Manuel de référence sur la protection de la jeunesse révisé en 2010;
- Les Indicateurs de gestion en santé et services sociaux inclus dans le Plan stratégique du MSSS 2015-2020.

Des écarts existent entre les normes proposées et l'évolution des standards, pratiques, et le respect de la Loi en matière de protection de la jeunesse. Depuis ce constat réalisé à la suite de cette enquête systémique, plusieurs enquêtes de la Commission ont mis en évidence des lésions de droit dont les enfants sont victimes à cause de standards de pratique qu'il est urgent de réviser.

Le 15 août 2019, après deux années de suivis auprès du MSSS et prenant acte que :

- Selon le Ministère, les travaux d'un groupe d'intervention tactique (GIT) mis en place par le MSSS sont en cours de réalisation;
- Le Ministère affirme que dans le cadre des travaux du GIT, la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse a été inscrite comme action prioritaire au plan d'action Agir sur les conditions d'accès, de qualité et de continuité des services de protection de la jeunesse puis inscrite à un grand chantier ministériel;

- Les travaux en cours seraient à leur seconde phase, soit la collecte et la synthèse des données et que les groupes de travail seront formés afin de documenter l'ensemble des changements ayant un impact sur l'intervention en protection de la jeunesse;

La Commission reconduit le suivi de cette recommandation et demande au MSSS de déposer auprès de la Commission en échéancier détaillé. Un document intitulé *Plan de travail – Révision des standards de pratique en protection de la jeunesse* a été reçu en octobre 2019 ainsi que l'échéancier prévoyant la fin des travaux de révision des standards de pratique en protection de la jeunesse en avril 2021. Le dernier état de situation officiel a été reçu à la Commission le 11 janvier 2022. Des échanges supplémentaires sur l'avancement des travaux ont eu lieu par la suite.

La Commission constate l'inscription d'actions concernant cette recommandation dans l'état d'avancement des travaux quant à la mise-en-œuvre des recommandations de la Commission Laurent. Nous poursuivons le suivi de cette recommandation mais déplore que, considérant l'importance de cette recommandation dans le système de protection de la jeunesse, elle ne soit pas encore mise en œuvre **plus de six ans plus tard**.

**La Commission a fait un suivi auprès de la Directrice Nationale de la protection de la jeunesse le 3 mars dernier et est en attente d'un retour.**

### **Enquête sur la situation des enfants Inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava**

En mai 2021, la Commission met en lumière la situation d'enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Unité Ulluriaq filles et Unité Ulluriaq garçons) ainsi que dans les unités de réadaptation de Salluit et d'Inukjuak.

L'enquête a permis de constater de sérieuses lacunes au sujet des services reçus à l'application des mesures, soit les délais ainsi que le manque de participation de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration des plans d'intervention, l'absence de rencontres en personne entre le jeune et son intervenant à l'application des mesures, l'impraticabilité des interventions systémiques familiales, et les difficultés logistiques et cliniques rattachées à la réintégration du jeune dans sa communauté.

L'enquête a également révélé que les pratiques de surveillance et de restriction des conversations entre jeunes de la DPJ du CIUSSS-ODIM, l'absence de traduction des codes de vie des unités de réadaptation du CIUSSS-ODIM en inuktitut et de banque d'interprètes pour les éducateurs et l'absence de règle claire et explicite dans les codes de vie des unités de réadaptation et directives de la DPJ du CIUSSS-ODIM, relatifs à la surveillance des conversations entre jeunes hébergés contreviennent aux droits des jeunes inuit à la préservation de leur identité culturelle et à l'usage libre et sans contrainte de leur langue.

Enfin, elle a permis de démontrer que les jeunes inuit hébergés dans les unités de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal ne recevaient pas de scolarisation qualifiante, tout comme ceux qui sont hébergés dans les unités de réadaptation sous l'autorité du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava situées à Dorval.

Au terme de l'enquête, la Commission émet 32 recommandations dont certaines adressées au **ministre de l'Éducation du Québec**.

Ainsi, la Commission a effectué le suivi des recommandations suivantes :

1. Trouver une solution durable à la question de l'admissibilité à l'enseignement en anglais des enfants Inuit hors territoire, et, plus précisément, les enfants hébergés par un directeur de la protection de la jeunesse;
2. Mettre en place un mécanisme de surveillance de la scolarisation des jeunes Inuit hors territoire afin de s'assurer qu'aucun enfant ne se retrouve dans une situation de non-fréquentation scolaire par défaut d'obtenir une déclaration d'admissibilité à l'enseignement en anglais;
3. Élaborer un guide synthèse accompagné d'une formation destinée aux partenaires impliqués afin d'expliquer les démarches à entreprendre et les responsabilités des différentes parties;
4. Intégrer et recueillir des données sur les enfants autochtones, notamment relativement aux demandes d'admissibilité à l'enseignement en anglais et à leur fréquentation scolaire.

Le suivi des recommandations 1,2 et 3 ont été jugées satisfaisantes par la Commission. Cependant, nous sommes toujours en attente d'un avancement en ce qui a trait à la recommandation 4, le MEQ se disant incapable de remplir les exigences liées à cette recommandation. La Commission est à analyser les solutions alternatives proposées par le MEQ.

De plus, la Commission fait les recommandations suivantes, en vertu de l'article 23 e)



Au **ministre délégué à la Santé et aux Services Sociaux** :

- Que, conformément à l'Appel à l'action 116 de la CERP, le MSSS développe, en collaboration avec les communautés autochtones, des orientations et lignes directrices au sujet des soins culturellement sécurisants pour les jeunes autochtones fréquentant les centres de réadaptation du système québécois de protection de la jeunesse et des outils cliniques validés auprès d'eux.

Au **ministre de la Justice** :

- De débiter des travaux législatifs et réglementaires au sujet des dispositions la CLF concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais des jeunes autochtones résidant à l'extérieur de leur territoire, l'objectif étant de faciliter et d'assurer leur accès à l'éducation et de respecter leurs droits fondamentaux lorsque leur situation est prise en charge en vertu de la LPJ.

À la **Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik** :

- De créer un système de réadaptation autonome au Nunavik, permettant d'y héberger tous les enfants inuit résidant sur son territoire, et de lui faire état de son plan d'action, pour le plus grand intérêt des enfants inuit.

**Le 23 juin 2021**, la Commission est informée par le ministère de la Santé et des services sociaux qu'un groupe de travail a été mis sur pied afin d'examiner les dispositions spécifiques aux enfants et aux familles des Premières Nations et Inuit dans la LPJ. De plus, le MSSS a demandé au CSSSPNQL de réfléchir à une approche impliquant différents partenaires des Premières Nations pour mettre en œuvre les appels à l'action 115 et 116 de la CERP. Ils sont en attente d'une proposition de la CSSSPNQL à cet égard. Enfin, le MSSS s'est engagé à élaborer un plan de formation dans le cadre de la démarche gouvernementale pilotée par le Secrétariat aux affaires autochtones. Nous n'avons pas reçu plus d'informations à cet égard.

**Le 11 mai 2022**, le Ministre délégué à la jeunesse, Lionel Carmant, transmet une correspondance aux PDG des CISSS, des CIUSSS et du Centre régional de santé et des services sociaux de la Baie-James ainsi qu'à la directrice générale de la Régie régionale de la santé et des Services sociaux du Nunavik et au directeur général du Conseil Cri de la santé et des services sociaux à l'effet qu'un établissement doit s'assurer d'avoir recours à tous les moyens possibles pour la sécurisation culturelle des usagers avant de restreindre les communications dans leur langue maternelle.

**La Commission a mis fin au suivi des recommandations émises en vertu de l'article 23<sup>e</sup> de la loi sur la protection de la jeunesse.**

Question	155	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024.
----------	-----	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES DEMANDES D'ENQUÊTES EN JEUNESSE

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	692

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2023 et le 29 février 2024, la Commission a reçu un total de 692 demandes d'enquêtes en matière jeunesse, une augmentation significative comparativement aux deux dernières années.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	237

Une fois la demande d'enquête reçue, la Commission doit en analyser la recevabilité à partir de critères précis afin de décider si elle peut ouvrir un dossier d'enquête.

Le nombre de dossiers d'enquête ouverts connaît une légère hausse (de 222 à 237 dossiers d'enquête). La Commission a poursuivi son exercice d'optimisation de ses processus qui inclus, entre autres, un support plus accru du travail en matière de recevabilité ainsi qu'une bonification de l'offre de formation et d'opportunités d'activités de développement professionnel. Le résultat est une orientation plus optimale des dossiers vers le service des enquêtes ou vers un partenaire externe plus à même de supporter le requérant si l'objet de la plainte n'est pas dans le champ de compétence de la Commission. Davantage de références sont effectuées à l'étape antérieure à l'ouverture de l'enquête, ce qui permet à la population d'avoir une réponse plus rapide à ses interrogations et préoccupations. De plus, notons la bonification du plan de postes de l'équipe de la recevabilité pendant la seconde portion de l'année, davantage de main d'œuvre ayant nécessairement un impact sur la capacité de traitement de l'équipe. Cependant, seul 50% du plan de poste de cette équipe a été comblé pendant une grande partie de l'année.

DOSSIERS FERMÉS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	254

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2023 et le 29 février 2024, la Commission a traité et complété 254 dossiers d'enquête en matière jeunesse, une augmentation comparativement à l'année dernière. Au sein de l'équipe des enquêtes, les efforts de recrutement ont porté fruit. En date du 29 février 2024, 69% du plan de poste du personnel des enquêtes était comblé.

DOSSIERS ACTIFS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	111

Cette donnée représente le nombre de dossiers d'enquête ouverts, dans la Direction des enquêtes jeunesse, au 29 février 2024. Ce sont exclusivement des dossiers dont la situation a été jugée comme faisant parti de la compétence d'enquête de la Commission. La donnée est comparable à celle de l'année dernière.

LES DÉLAIS

DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
	135

Le 18 mars 2022, la Commission a adopté sa nouvelle Déclaration de services aux citoyennes et citoyens, se dotant de nouvelles normes quant à ses délais à toutes les étapes du processus d'enquête jeunesse. En 2022-2023, les attentes animées auprès des équipes de travail reflétaient ces nouvelles cibles. Cette année est la deuxième année complète où nous visons à atteindre les cibles de la DSC.

Le tableau ci-dessus présente le délai moyen du traitement d'une demande d'enquête, à partir de la réception de la demande jusqu'à la dernière activité d'un membre du personnel de la Direction des enquêtes jeunesse, quelle que soit l'étape de finalisation du dossier.

LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2023-2024		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	NB DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	26	30	591
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	43	45	272
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	104	270	91

Ce tableau indique les délais de traitement par étape, pour tous les dossiers dont l'étape a été complétée entre le 1<sup>er</sup> avril 2023 et le 29 février 2024.

Les efforts d'optimisation se sont poursuivis comme expliqué ci-dessus, au cours de l'année 2023-2024, visant à améliorer les services rendus à la population en matière de jeunesse, notamment en visant à réduire les délais de traitement à chacune des étapes du processus d'enquête.

Par conséquent, les cibles sont atteintes pour les trois cibles de la DSC quant aux délais moyens attendus, soit aux étapes de la recevabilité et les deux étapes de l'enquête. Rappelons que la première étape de l'enquête vise à informer le jeune, ses parents et l'établissement mis en cause de la poursuite de l'enquête ou de la fermeture rapide de cette dernière. Cette cible n'était pas atteinte lors des deux exercices précédents. Les délais sont passés de 71 jours, à 55 jours pour se rendre à 43 jours le 29 février dernier.

Question	156	EFFECTIFS POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.
----------	-----	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2023-2024	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
<b>PERSONNEL D'ENCADREMENT</b>		
DIRECTEUR	12	13
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>13</b>
<b>PERSONNEL PROFESSIONNEL</b>		
CONSEILLER EN COMMUNICATION	6	6
CONSEILLER EN ÉDUCATION ET COOPÉRATION	16	12
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	6	6
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	7	7
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	17	10
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	8	9
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	3	3
CONSEILLER JURIDIQUE	22	24
COORDONNATEUR	13	14
ENQUÊTEUR	37	38
MÉDIATEUR	8	9
<b>TOTAL</b>	<b>149</b>	<b>144</b>
<b>PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS</b>		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	0	0
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	20	17
BIBLIOTHECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	17	14
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	20	17
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	3	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	2	3
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>64</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>232</b>	<b>221</b>

Question 157	BILAN DU SERVICE DE MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE À QUÉBEC.
--------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CETTE QUESTION NE RELÈVE PAS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, MAIS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.